



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative
34 avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRI NEGOCE

49 rue de Touraine
41190 Herbault

Références : VAT20250502
Code AIOT : 0010008666

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement AGRI NEGOCE implanté lieu dit Limaçon parcelle ZB 21 41190 Herbault. L'inspection a été annoncée le 05/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRI NEGOCE
- lieu dit Limaçon parcelle ZB 21 41190 Herbault
- Code AIOT : 0010008666
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGRI-NEGOCE exploite un stockage de céréales sur la commune d'Herbault au lieu-dit Limaçon.

Le silo est composé de 8 cellules cylindriques métalliques verticales d'une capacité unitaire de 3 675 m³ et d'un boisseau de chargement de 131 m³.

Le site bénéficie d'une autorisation d'exploiter par arrêté préfectoral du 21 décembre 2009 pour une capacité maximale totale de 29 531 m³ classée sous la rubrique 2160-2a.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suites VI 29/05/2019 (NC2) : entretien des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 7.3.3 et 8.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Suites VI 29/05/2019 (NC6) : vieillissement des structures	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.12	Demande d'action corrective	2 mois
9	Dispositif d'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 4.2.4	Demande d'action corrective	2 mois
10	Moyens d'intervention en cas d'accident (lutte contre l'incendie, ...)	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 7.6.1, 7.6.2, 7.6.3 et 7.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
11	Consignes d'intervention pour la gestion des situations d'urgence	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 7.6.5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites VI 29/05/2019 (NC1) : accès au site	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 7.3.1	Sans objet
3	Suites VI 29/05/2019 (NC3) : nettoyage du silo	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.10	Sans objet
4	Suites VI 29/05/2019 (NC4) : silothermométrie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.8	Sans objet
5	Suites VI 29/05/2019 (NC5) : découplage	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.5	Sans objet
7	Implantation et distances d'isolement	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 1.5.1 et 1.5.2	Sans objet
8	Antennes et relais	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.3	Sans objet
12	Moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.6	Sans objet
13	Prévention des risques liés aux appareils de manutention	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites VI 29/05/2019 (NC1) : accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation de l'accès au site
Prescription contrôlée :

<p>[...] Le site est entièrement clos (clôtures, portails, murs y compris ceux des bâtiments, ...) et les bâtiments sont fermés à clé hors période de travail. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat libellé suite à la visite d'inspection du 29/05/2019 :</u> Le site est entièrement clos ; il dispose d'une clôture périphérique et d'un portail d'accès. Les bâtiments sont fermés à clé hors période de travail. Toutefois, l'équipe d'inspection a constaté, à son arrivée sur site, que le portail était ouvert en l'absence de personnel. NC1 : Le portail du site est ouvert en l'absence de tout personnel.</p> <p><u>Constat lors de la visite d'inspection du 12/11/2025 :</u> L'inspection a constaté que le site est totalement clos : il est entouré d'une clôture en bon état sur toute sa périphérie, équipée d'un portail métallique au niveau de l'entrée du site. L'exploitant précise que le portail est fermé à clé en l'absence de personnel sur le site. Conclusion : Pas d'écart constaté. La non-conformité NC1 libellée suite à la visite d'inspection du 29/05/2019 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Suites VI 29/05/2019 (NC2) : entretien des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 7.3.3 et 8.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.3.3. Installations électriques - mise à la terre</u> Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Les installations font également l'objet d'un contrôle triennal des installations électriques par thermographie infrarouge. Il est remédié aux anomalies constatées dans les meilleurs délais.</p> <p><u>Article 8.1.2. Installations électriques et équipements</u> L'exploitant recense, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations et les systèmes mobiles, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF</p>

C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection, (y compris mobiles) susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussière) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes «protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- L'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- L'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Des actions correctives sont engagées dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Dans les silos, toute installation électrique autre que celle nécessaire à l'exploitation des cellules de stockage et des équipements du travail du grain est interdite. Les sources d'éclairages fixes ou mobiles sont protégées par des enveloppes résistantes au choc et compatibles avec les zones dans lesquelles elles sont employées.

Constats :

Constat libellé suite à la visite d'inspection du 29/05/2019 :

L'organisme agréé ACANTHE a procédé le 5 décembre 2018, à un contrôle de l'efficacité des protections du silo contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. Dans son rapport, il ne statue pas sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, ni sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, et demande à l'exploitant de :

- réaliser une étude d'adéquation du matériel en zone ATEX ;
- compléter les mises à la terre et les liaisons équipotentiellles.

Les installations électriques ont été contrôlées par ce même organisme le 16 décembre 2018, et deux observations ont été notifiées dans le Q18 :

- la protection des canalisations contre les surcharges est mal assurée ;
- un dispositif d'éclairage sous la trémie de remplissage est dégradé.

Le Q18 relève un risque d'incendie et d'explosion.

L'exploitant a présenté une facture de l'électricien Thibert du 22 décembre 2018 ; les actions mises en œuvre et prévues pour lever les observations susvisées ne sont pas formalisées correctement.

NC2 : Les installations électriques présentent un risque d'incendie et d'explosion, et les actions

correctives ne sont pas tracées de manière adéquate. Le rapport ACANTHE du 5 décembre 2018 ne statue pas sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, ni sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié.

Constat suite à la visite d'inspection du 12/11/2025 :

Le dernier contrôle des installations électriques du site par thermographie infrarouge a été effectué le 28/07/2025 par l'organisme DEKRA. Le rapport Q19 correspondant ne liste aucune observation.

Le dernier contrôle annuel des installations électriques du site a été effectué par l'organisme DEKRA en novembre 2024, mais l'exploitant ne trouve pas le rapport correspondant. Le seul rapport en sa possession concerne la vérification des installations électriques du site AGRI NEGOCE d'Herbault "centre-bourg", effectuée du 25 au 29 novembre 2024. La prochaine vérification est programmée le 12/12/2025 ; l'exploitant a demandé un rapport spécifique pour le silo d'Herbault "Limaçon" puis le transmettra à l'inspection.

Conclusion : La non-conformité NC2 libellée suite à la visite d'inspection du 29/05/2019 est reformulée comme suit : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport relatif à la dernière vérification des installations électriques du site réalisée en novembre 2024 par l'organisme DEKRA. L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport relatif à la prochaine vérification programmée le 12/12/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Suites VI 29/05/2019 (NC3) : nettoyage du silo

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.10

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage du silo

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée par l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Ces opérations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils présentent toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage fait l'objet de consignes particulières visant à limiter l'envol des poussières.

La quantité de poussières fines déposées sur les sols n'est pas supérieure à 50 g/m². Des dispositifs

permettant le contrôle de l'empoussièrement sont mis en place. Des témoins sur le sol (croix peintes, ...) peuvent servir de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrement. Les zones du silo dans lesquelles la présence de poussière est régulière (stockage des poussières par exemple) sont identifiées par l'exploitant. Le caractère suffisant des mesures de sécurité associées à ces zones est justifié par l'exploitant.

Constats :

Constat libellé suite à la visite d'inspection du 29/05/2019 :

L'exploitant a présenté sa procédure QUA-MOP-20-B du 15 novembre 2018 relative au mode opératoire de nettoyage et d'entretien des installations.

Seul le volume « Pied d'élévateur (intérieur) » est assujéti à un nettoyage pour lequel une fréquence temporelle est fixée. Selon la procédure précitée, le nettoyage des autres parties du silo répond à une exigence réglementaire permettant d'assurer leur propreté constante suite à de régulières vérifications. Ces vérifications ne sont pas tracées.

NC3 : La mise en œuvre des actions de nettoyage et d'entretien des installations n'est pas formalisée correctement alors que ces actions sont définies comme des mesures de maîtrise des risques dans l'étude de dangers. Par ailleurs, les mesures d'entretien et de nettoyage définies dans la procédure QUA-MOP-20-B sont génériques et ne tiennent nullement compte des singularités du site au lieu-dit Limaçon. Les fréquences d'entretien des installations ne sont pas toujours indiquées ; lorsqu'elles le sont, aucun élément ne vient étayer la période de fréquence choisie (notice constructeur, retour sur expérience, étalonnage établi par l'exploitant, ...).

Constat suite à la visite d'inspection du 12/11/2025 :

La consigne relative au nettoyage du silo est la Consigne Environnement CE 101 dont la dernière mise à jour date du 02/08/2012. Elle prévoit que le nettoyage du silo doit être effectué aussi souvent que possible ou nécessaire, et qu'à minima l'ensemble des installations doit être nettoyé au moins une fois par trimestre. Le nettoyage concerne les planchers, les moteurs électriques, les parois, les escaliers, les passerelles, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et équipements, ainsi que toutes les surfaces susceptibles d'accumuler des poussières. En l'absence de centrale d'aspiration fixe ou mobile, ce qui est le cas pour le silo d'Herbault "Limaçon", la consigne prévoit qu'il est envisageable d'utiliser l'air comprimé pour nettoyer les installations à condition que le silo soit à l'arrêt complet. Enfin, la consigne prévoit que chaque opération de nettoyage (date, lieu), doit être enregistrée dans le carnet d'entretien préventif ou sur un formulaire informatisé.

L'inspection a consulté le registre de nettoyage à partir du mois d'avril 2025 jusqu'à aujourd'hui, et a fait les constats suivants : le registre est rempli par semaine ou par mois, qu'il y ait eu ou non des opérations de nettoyage (exemple : "ronde site RAS"). Dans le cas de nettoyages, le registre précise les installations concernées (exemple : fosse 1, cellule C6, ...). Interrogée sur les moyens employés pour effectuer les nettoyages, la responsable du site a précisé qu'elle utilisait l'air comprimé (notamment pour la fosse de réception) et un balai, lorsque les installations du site sont à l'arrêt.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que la fosse de réception, le local de commande dans lequel se trouve l'élévateur (en rdc), la fosse comportant le pied d'élévateur et les transporteurs à chaîne de reprise, ainsi que la galerie de reprise/ventilation étaient propres.

Conclusion : Pas d'écart constaté. La non-conformité NC3 libellée suite à la visite d'inspection du 29/05/2019 est levée.

N° 4 : Suites VI 29/05/2019 (NC4) : silothermométrie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.8

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement

Prescription contrôlée :

Article 8.1.8. Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos.

Les cellules de stockages sont équipées de sondes thermométriques adaptées à la configuration des silos.

Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.

Lors des opérations de ventilation des céréales la vitesse à la surface du produit est telle qu'elle évite l'entraînement des poussières.

Les procédures d'intervention de l'exploitant, en cas de phénomènes d'auto-échauffement, sont rédigées et communiquées aux services de secours. Ces procédures incluent notamment les critères à partir desquels les services de secours doivent être prévenus.

Il est remédié à toute infiltration d'eau susceptible d'être à l'origine de phénomènes d'auto-échauffement des produits stockés dans les délais les plus brefs.

DAE, janvier 2009, partie 3.7. Mesures de sécurité

Sécurité volumes de stockage	Surveillance de stockage : <ul style="list-style-type: none">- sonde température avec report alarme et consignation des résultats- ventilation des cellules
------------------------------	--

Constats :

Constat libellé suite à la visite d'inspection du 29/05/2019 :

Le silo dispose d'une silothermométrie qui permet de mesurer en continu la température. Chaque cellule est dotée d'une sonde équipée de 4 points de mesure.

L'exploitant procède à une édition hebdomadaire papier de ces relevés de températures pour l'ensemble des cellules.

Pour la cellule 1 contenant du colza, les relevés le jour de l'inspection indiquent aux 4 points de mesure les températures suivantes : 18,0°C ; 13,0°C ; 14,1°C ; 18,4°C (hors produit - ciel de la cellule).

Les relevés du 27 mai 2019 (soit deux jours avant l'inspection) indiquent des températures proches : 17,6°C ; 13,0°C ; 14,4°C ; 19,4°C (hors produit - ciel de la cellule).

L'inspection a pu constater la présence de la sonde de température dans la cellule C1.

L'inspection a relevé que les capteurs 2 de l'ensemble des cellules n'étaient pas fonctionnel durant six mois, selon le registre présenté.

Aucun report d'alarme n'est assuré en cas d'élévation anormale de température, tel que prévu

par l'étude de dangers. L'exploitant a indiqué qu'il avait planifié en juin 2019 la mise en place de ce report.

NC4 : Les sondes de températures ne sont pas équipées d'un report d'alarme, et le remplacement des capteurs défectueux n'est pas immédiat.

Constat suite à la visite d'inspection du 12/11/2025 :

Les 8 cellules de stockage du site sont chacune équipées d'une sonde relevant la température sur 4 niveaux.

Le relevé des températures est inscrit une fois par mois sur le registre dédié ; l'inspection a constaté que le registre était très régulièrement complété et qu'au vu des températures enregistrées, l'ensemble des sondes fonctionne. De plus, les sondes de températures sont équipées d'un report d'alarme qui alerte par téléphone la responsable du site et le responsable du secteur ; la température d'alarme est définie en fonction de la saison et des produits stockés.

Conclusion : Pas d'écart constaté. La non-conformité NC4 libellé suite à la visite d'inspection du 29/05/2019 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suites VI 29/05/2019 (NC5) : découplage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de protection contre les explosions – dispositifs de découplage

Prescription contrôlée :

L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos.

Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre.

Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :

- sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques ;
- et doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espaces sous cellules vers les tours de manutention.

L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel.

Constats :

Constat libellé suite à la visite d'inspection du 29/05/2019 :

Les constats suivants ont été effectués :

- une porte de découplage est présente entre le volume pied d'élévateur et la galerie de reprise et de ventilation ;
- des trappes de ventilation donnant sur des cellules vides étaient ouvertes,
- aucun affichage n'a été observé sur la porte de découplage.

NC5 : La tenue de la porte (galerie de reprise) à la pression en regard de son sens d'ouverture (tour vers galerie de reprise) n'est pas démontrée, et aucun affichage de sa fermeture obligatoire n'est indiqué.

Constat suite à la visite d'inspection du 12/11/2025 :

L'inspection a contrôlé le dispositif de découplage présent dans le sous-sol du local de commande et fait les constats suivants :

- une porte de découplage est présente entre la fosse comportant le pied d'élévateur et la galerie de reprise/ventilation. La porte s'ouvre de la fosse vers la galerie pour les besoins de ventilation. Lors de la visite, elle était fermée par 2 poignées métalliques pivotantes.
- un affichage était apposé sur la porte de découplage ; il indique que la porte doit être maintenue fermée en permanence.
- les trappes de ventilation donnant sur les cellules vides étaient fermées.

Conclusion : Pas d'écart constaté. La non-conformité NC5 libellée suite à la visite d'inspection du 29/05/2019 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suites VI 29/05/2019 (NC6) : vieillissement des structures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.12

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement des structures

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration ...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.

Constats :

Constat libellé suite à la visite d'inspection du 29/05/2019 :

Malgré la mise en place d'une fiche de suivi sur l'état des structures, celle-ci n'est pas complétée.
NC6 : L'état des parois des cellules n'est pas suivi.

Constat suite la visite d'inspection du 12/11/2025 :

L'exploitant a précisé que le suivi périodique de l'état des parois des cellules de stockage du site n'est pas réalisé à ce jour. Le service SSE d'AXEREAAL prévoit d'appliquer au site la Consigne Environnement CE 108 (datée du 18/01/2016) relative au vieillissement des structures, qui définit la réalisation de visites de surveillance périodique et le remplissage d'une fiche de surveillance.

Conclusion : La non-conformité NC5 libellée suite à la visite d'inspection du 29/05/2019 est maintenue : "L'état des parois des cellules n'est pas suivi".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 7 : Implantation et distances d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 1.5.1 et 1.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Définition des zones de protection

Prescription contrôlée :

Article 1.5.1. Définition des zones de protection

Les installations de stockage et la tour de manutention sont éloignées d'au moins :

- 50 m des habitations, des immeubles occupés par des tiers, des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public, des voies de communication dont le débit est supérieur à 2000 véhicules par jour, des voies ferrées sur lesquelles circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- 25 m des voies ferrées sur lesquelles circulent moins de 30 trains de voyageurs par jour, et des voies de communication dont le débit est inférieur à 2000 véhicules par jour (sauf les voies de desserte de l'établissement).

Article 1.5.2. Obligations de l'exploitant

[...] Aucun local administratif n'est implanté sur le site.

Article 7 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour silos verticaux.

On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).

Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1er alinéa du présent article.

Pour les silos existants et dans le cas où les locaux administratifs ne peuvent être éloignés des capacités de stockage et des tours de manutention pour des raisons de configuration géographique, l'étude de dangers définit de plus les mesures de sécurité complémentaires éventuelles à mettre en œuvre.

Constats :

Les tiers les plus proches du silo sont :

- l'autoroute A10 située à environ 230 mètres au Sud ;
- une habitation située à plus de 340 mètres à l'Est.

Le bureau d'exploitation de l'établissement est situé à environ 7-8 mètres des cellules de stockage du silo ; il est exclusivement occupé par les personnels participant directement à la conduite du silo. Aucun local administratif n'est implanté sur le site.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Antennes et relais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Antennes et relais

Prescription contrôlée :

Le silo ne dispose pas de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sur ses toits.
Constats : L'inspection a constaté que le silo ne dispose d'aucune antenne sur ses toits. Conclusion : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositif d'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 4.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales de voiries de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant n'a pas connaissance de la présence d'un système permettant l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales de voiries de l'établissement par rapport à l'extérieur. L'exploitant a montré à l'inspection l'emplacement du séparateur à hydrocarbures ; il prévoit de vérifier s'il est équipé d'une vanne d'isolement. Dans le cas contraire, l'exploitant prévoit d'équiper le site de tapis obturateurs à placer sur les grilles avaloirs en cas de déversement accidentel ou d'incendie (pour retenir les eaux d'extinction), et de définir la procédure relative à leur mise en œuvre, conformément au dernier tiret de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2009. Conclusion : Le site n'est pas équipé d'un système permettant l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales de voiries de l'établissement par rapport à l'extérieur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Moyens d'intervention en cas d'accident (lutte contre l'incendie, ...)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 7.6.1, 7.6.2, 7.6.3 et 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

Article 7.6.1. Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

Article 7.6.2. Entretien des moyens d'intervention

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant peut justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 7.6.3. Moyens de lutte contre les incendies

Le site est équipé :

- D'une réserve incendie de 120 m³ ;
- D'extincteurs adaptés, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ;
- Des agents d'extinction appropriés (émulseurs notamment), disponibles dans un délai compatible avec l'intervention ;
- D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Article 7.4.3. Vérifications périodiques

Les moyens de secours et d'intervention ainsi que les dispositifs de sécurité font l'objet de vérifications périodiques.

Constats :

L'inspection a constaté sur le site la présence d'une réserve incendie d'eau ouverte. Elle est entourée d'une clôture avec accès par un portillon, avec affichage "réserve incendie" sans toutefois mentionner son volume. Le niveau d'eau était haut jusqu'au niveau du trop-plein. Ne pouvant pas estimer la profondeur d'eau dans la réserve et donc le volume d'eau présent, l'inspection demande à l'exploitant de justifier que la quantité d'eau dans la réserve d'eau est d'au moins 120 m³. La végétation était correctement entretenue au niveau des abords de la réserve. Quelques trous ont été constatés dans la bâche juste au-dessus du niveau de l'eau ; l'inspection demande à l'exploitant de surveiller l'évolution de ces trous et de mener les actions nécessaires afin que la réserve d'eau reste opérationnelle. L'exploitant précise que la vérification de la réserve d'eau incendie fait partie des points à vérifier lors de la ronde mensuelle du site ; la consigne mentionne "Vérifier le bon état des moyens en eau (réserve incendie et leur raccord, niveau plein de la réserve, poteau incendie non dégradé...)".

Par sondage, l'inspection a constaté la présence d'un extincteur 5 kg CO₂ dans le local de

<p>commande du silo, situé entre la fosse de réception et les cellules de stockage ; la vignette de contrôle apposée sur l'extincteur mentionne que la dernière vérification annuelle a été effectuée en octobre 2024. L'inspection a consulté le rapport relatif à la dernière vérification des extincteurs du site : la dernière vérification annuelle a été effectuée le 30/10/2024 par la société EUROFEU SERVICES, a porté sur 2 extincteurs et a conclu à leur bon fonctionnement. Le prochain contrôle des extincteurs est prévu le 12/11/2025 après-midi ; l'exploitant a présenté à l'inspection le courriel de la société EUROFEU daté du 12/11/2025 matin pour le justifier.</p> <p>Enfin, le site n'est pas équipé de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. Le service SSE d'AXEREAAL prévoit de mettre en place sur le site un "plan d'intervention" définissant toutes les procédures et plans nécessaires en cas de situation d'urgence.</p> <p>Conclusion : Le site n'est pas équipé de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.</p> <p>De plus, l'inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier que la quantité d'eau dans la réserve d'eau est d'au moins 120 m³ ; - mettre en place un affichage au niveau de la réserve incendie précisant son volume ; - surveiller l'évolution des trous dans la bâche de la réserve incendie et de mener les actions nécessaires afin que la réserve d'eau incendie reste opérationnelle.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Consignes d'intervention pour la gestion des situations d'urgence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 7.6.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none"> · Des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; · Des mesures de protection contre les explosions ; · Des moyens de lutte contre l'incendie ; · Des dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours • Les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; • La procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. <p>Des exercices permettant de vérifier l'application de ces procédures et la gestion des situations d'urgence sont réalisés périodiquement (y compris avec le personnel intérimaire et saisonnier).</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté dans le bureau d'exploitation la présence d'une procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. Cependant, les procédures d'intervention pour la gestion d'autres situations d'urgence (incendie, explosion, déversement accidentel, ...) ne sont pas définies ; elles doivent comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none"> · Des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; · Des mesures de protection contre les explosions (dispositifs de découplage, surfaces soufflables...) ; · Des moyens de lutte contre l'incendie (réserve d'eau incendie 120 m³, dispositif de confinement du réseau d'eaux pluviales...) ; · Des dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours • Les stratégies d'intervention en cas de sinistre. <p>Comme mentionné dans le point de contrôle précédent, le service SSE d'AXERREAL prévoit de mettre en place sur le site un "plan d'intervention" définissant toutes les procédures et plans nécessaires en cas de situation d'urgence.</p> <p>Conclusion : Les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence (hors auto-échauffement) ne sont pas rédigées par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Événements ou surfaces soufflables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les moyens techniques nécessaires afin de limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes.</p> <p>Les événements sont orientés vers des zones peu fréquentées par le personnel.</p> <p>Les toitures des cellules et du boisseau de chargement sont de type soufflable, les transporteurs à chaîne sont équipés de capots soufflables et la galerie de reprise sous les cellules est découplée.</p>
<p>Constats :</p>

Par sondage, l'inspection a constaté que les 8 cellules de stockage ont toutes une toiture métallique soufflable et que la galerie de reprise sous les cellules est découplée du volume comportant le pied d'élévateur par une porte métallique maintenue fermée (cf. point de contrôle n°5).

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Prévention des risques liés aux appareils de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 8.1.7

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité des appareils de manutention

Prescription contrôlée :

Les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) respectent les prescriptions de l'article 8.1.2. du présent arrêté. Ils sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières et à éviter les dépôts de poussières.

Les organes mobiles (notamment ceux de la manutention) sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement pour éviter tout risque d'échauffement. Les détecteurs de dysfonctionnement des manutentions définis ci-après ainsi que le bon état des capotages font également l'objet de contrôles périodiques.

En outre, l'exploitant établit un programme d'entretien adapté aux installations et à leur mode de fonctionnement, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par du personnel formé et qualifié en application des dispositions de l'article 7.4.2. du présent arrêté.

L'exploitant enregistre les travaux réalisés en application de ce programme.

Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs sont disposés à l'extérieur des jambes.

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Équipements	Dispositifs de sécurité
Transporteur à bandes	Détecteur de surintensité moteur Contrôleur de rotation sur tambour mené Contrôleurs de déport de bandes Bandes résistantes au feu
Transporteur à chaîne	Détecteur de surintensité moteur Détecteurs de bourrage
Élévateurs	Contrôleur de rotation sur tambour mené Contrôleurs de déport de sangles Paliers extérieurs Sangles non propagatrices de la flamme et antistatique

	antistatique Matériaux de constitution des godets non étincelants Equipements reliés à la terre
Vis	Détecteur de surintensité moteur Trappe de bourrage

Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.

En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions sont prises pour qu'ils présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

Les moteurs des ventilateurs permettant d'assurer la ventilation des cellules de stockage sont placés au niveau du sol.

Les installations ne comportent aucun équipement d'aspiration sur la manutention, aucun nettoyeur et aucun séparateur.

Constats :

Par sondage, l'inspection a fait procéder à un test du bon fonctionnement du détecteur de bourrage du transporteur à chaîne de reprise de la fosse de réception (=TC1). Le test a été réalisé lorsque le circuit de vidange de la fosse de réception pour remplissage d'une cellule était en fonctionnement. Le responsable de secteur a actionné le capteur de bourrage au bout du TC1 pour simuler un bourrage, et le circuit s'est arrêté quasi-immédiatement, avec une alarme sonore et un report de l'incident au niveau de l'écran sur l'armoire de commande du silo sous forme de l'affichage d'un défaut.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite